

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Arrêté n° AE-F09317P0051 du 29/03/2017
Portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2016-04-14-001 du 14/04/16 portant délégation de signature à Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09317P0051, relative à la réalisation d'un projet de rechargement des plages du Mourillon sur la commune de Toulon (83), déposée par la commune de Toulon, reçue le 23/02/2017 et considérée complète le 23/02/2017 ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 27/02/2017 ;

Considérant la nature du projet, qui relève de la rubrique 13 du tableau annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement et consiste au rechargement des plages du Mourillon avec du sable issu du dragage du port de Bormes-les-Mimosas dont les volumes d'apport sont les suivant :

- plage du Lido : 200 m³,
- plage du Mistral : 150 m³,
- plage de la Source : 350 m³,
- plage des Pins : 300 m³ ;

Considérant que ce projet a pour objectifs de lutter contre l'érosion des plages, maintenir le trait de côte et permettre les activités balnéaires de la commune ;

Considérant la localisation du projet :

- sur le territoire d'une commune littorale,
- dans le périmètre de protection des 500m du monument historique n°1373002 "Fort Saint-Louis (ancien)",
- à proximité de la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique en mer de type II 93M000069 "Du Mourillon à la pointe de Carqueiranne (herbier de Posidonies)" ;

Considérant les caractéristiques physico-chimiques des sédiments sableux dragués, dont le niveau (inférieur aux seuils de référence N1) ainsi que la granulométrie sont compatibles avec le rechargement des plages de destination ;

Considérant que le projet est soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France au titre du monument historique ;

Considérant que le pétitionnaire a engagé une procédure de demande d'autorisation pluri-annuelle sur 10 ans qui débutera à la saison estivale de 2018 ;

Considérant l'engagement du pétitionnaire à :

- effectuer les travaux hors période estivale,
- régaler le sable uniquement sur la partie basse et émergée des plages,
- régaler le sable dragué par voie terrestre,
- faire circuler les engins sur des sentiers balisés ;

Considérant les impacts du projet sur l'environnement :

- négatifs mais limités en phase travaux compte tenu des engagements du pétitionnaire,
- positifs en phase exploitation puisque l'apport de sable est destiné à compenser l'érosion des plages ;

Arrête :

Article 1

Le projet de rechargement des plages du Mourillon situé sur la commune de Toulon (83) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de région. La présente décision est notifiée à la commune de Toulon.

Fait à Marseille, le 29/03/2017.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour le directeur et par délégation,
L'adjointe à la chef d'unité évaluation environnementale

Delphine MARIELLE



Voies et délais de recours

Décision dispensant le projet d'étude d'impact :

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Madame la ministre de l'environnement , de l'énergie et de la mer
Commissariat général au développement durable
Tour Voltaire
92055 La Défense Sud

